

## IMPÉRIALISME DE MARCHÉ

# L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche



L'Institut américain de l'entreprise (AEI) est devenu le propagandiste du patronat républicain en faveur de l'impérialisme du libre-marché. Comme des poupées russes, il héberge la Nouvelle initiative atlantique (NAI) qui pilote l'intégration euro-atlantique, et le projet pour un nouveau siècle américain (PNAC) qui a rédigé le programme de la présidence Bush. L'Institut est dirigé en sous-main par l'ancien président Gerald Ford et l'actuel vice-président Dick Cheney. Comme chaque année, ils avaient convié ce week-end, dans une station de sport d'hiver du Colorado, une centaine de personnalités pour débattre à huis clos. Cette fois, il s'agissait de rectifier la stratégie électorale de George W. Bush.

page 2

## Du bon usage de la résolution 1546

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Suivant l'interprétation qu'en a faite George W. Bush, Ivo Daalder et Robert Kagan estiment que la résolution 1546 de l'ONU, adoptée à l'unanimité, valide le bien-fondé de l'action de la Coalition en Irak. Partant de là, les deux auteurs fustigent la France et l'Allemagne : après avoir voté ce texte, les Européens ne peuvent refuser d'envoyer des troupes en Irak sans vider de son sens l'Alliance atlantique et faire preuve d'irresponsabilité.

page 7

## REPÈRE : 22 JUIN 1900

### « Les Poings de la Justice Harmonieuse »

Depuis 1858 et le Traité de Tiensin, la Chine est soumise à des agressions constantes des nations impérialistes occidentales, Angleterre, Russie et États-Unis, mais aussi du Japon. Après avoir perdu la Sibérie, la Corée et Formose ainsi que huit grands ports, un mouvement nationaliste chinois se forme, prônant un retour aux traditions et la fermeture du pays à toute influence étrangère. Le 20 juin, une société secrète adepte d'arts martiaux, « *Les Poings de la Justice Harmonieuse* », déclenche, avec l'approbation de l'impératrice douairière maintenue prisonnière dans son palais à Pékin, un mouvement de révolte contre les étrangers. Des centaines d'occidentaux, diplomates, commerçants et missionnaires sont massacrés avec leurs familles, ainsi que des Chinois convertis au christianisme. La « *Révolte des Boxers* » fournit aux puissances occidentales un motif d'intervention militaire pour s'approprier encore plus de territoire chinois. La répression fera des dizaines de milliers de morts côté chinois. C'est la fin de l'Empire millénaire des Manchous. ■



## LA FRANCE RÉPUGNE À JUGER L'ABBÉ ACCUSÉ DE GÉNOCIDE

En juillet 1995, à la suite des révélations du journal *Golias* mettant en cause, témoignages à l'appui, la responsabilité de l'abbé Wenceslas Munyeshyaka, dans le génocide des Tutsi au printemps 1994, une information judiciaire est engagée contre l'ecclésiastique rwandais. Réfugié en France à la demande et sous la protection de la Conférence épiscopale de France, il avait alors bénéficié de nombreux soutiens au sein de l'Église catholique, et notamment de celui François Richard, supérieur en France des Pères blancs. Celui-ci affirmait que les attaques portées par le journal participaient d'un « *assaut du FPR et de leurs alliés contre l'Église catholique* », et de « *l'entreprise de désinformation actuellement en cours au Rwanda contre l'Église* ». Cette campagne médiatique a porté ses fruits : dix ans après les faits, la justice n'est toujours pas passée. C'est pourquoi, le 8 juin 2004, la Cour internationale des droits de l'Homme a condamné la France pour la lenteur de sa justice dans cette affaire. Pour l'association *Survie* « *les autorités françaises semblent enclines à se décharger de [la] lourde responsabilité* » de juger des génocidaires qu'elle ont, pour certains, elles-mêmes formés, armés ou protégés. (photo : *Golias*) ■

## Impérialisme de marché

# L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche

**L'Institut américain de l'entreprise (AEI) est devenu le propagandiste du patronat républicain en faveur de l'impérialisme du libre-marché. Comme des poupées russes, il héberge la Nouvelle initiative atlantique (NAI) qui pilote l'intégration euro-atlantique, et le projet pour un nouveau siècle américain (PNAC) qui a rédigé le programme de la présidence Bush. L'Institut est dirigé en sous-main par l'ancien président Gerald Ford et l'actuel vice-président Dick Cheney. Comme chaque année, ils avaient convié ce week-end, dans une station de sport d'hiver du Colorado, une centaine de personnalités pour débattre à huis clos. Cette fois, il s'agissait de rectifier la stratégie électorale de George W. Bush.**



Gerald Ford au milieu de ses collaborateurs, Lynne et Dick Cheney.

Dans les années 30, aux États-Unis, le grand patronat a applaudi la remise en ordre du système boursier après le krach de Wall Street et la création de commissions de régulation de l'activité économique par branche. Mais il a rejeté les mesures sociales du président Franklin D. Roosevelt (autorisation des syndicats, sécurité sociale, allocation chômage) et plus encore sa volonté de planifier la production. Aussi, lorsqu'en 1943, les démocrates proposent au Congrès de prévoir le maintien du blocage des prix après la guerre pour prévenir un nouveau krach boursier, des grands patrons se mobilisent pour

défendre la « *libre-entreprise* ». C'est ainsi que naît l'American Enterprise Institute (AEI), autour du géant des antibiotiques Bristol-Myers, de celui de l'agro-alimentaire General Mills et de la Chemical Bank. Pour alimenter son action de lobbying, l'Institut rémunère quelques spécialistes de renom comme le doyen de la faculté de droit d'Harvard, Roscoe Pound, et surtout le journaliste Raymond Moley, ancien conseiller économique de Roosevelt ayant changé de camp.

## Le parrainage de Gérald Ford

Pendant la première décennie, l'AEI se concentre sur le lobbying parlementaire. En 1954, un responsable de la Chambre de Commerce des États-Unis, William J. Baroody Sr, prend la direction de l'Institut. Sans cesser de s'adresser aux parlementaires, l'American Enterprise Institute se tourne vers le grand public pour se faire le propagandiste du patronat. En 1974, le président Gerald Ford intègre dans son équipe plusieurs intellectuels de l'AEI, dont William J. Baroody Jr (le fils) qu'il charge de ses contacts dans la société civile, sous le contrôle du secrétaire-général de la Maison-Blanche, Dick Cheney. Du coup, les Baroody n'ont pas de difficultés à convaincre les grands patrons de se montrer généreux. Ils drainent des fonds considérables pour atteindre un budget de l'ordre de 8 millions de dollars annuels et financent une kyrielle de livres sur les bienfaits du capitalisme et le danger soviétique. Parmi les best-sellers, *L'Esprit du capitalisme démocratique* du théologien catholique Michael Novak [1], ou encore *Deux Hourras pour le capitalisme* du journaliste anti-communiste Irving Kristol [2].

Lorsque Gerald Ford quitte la Maison-Blanche, en 1976, lui et une douzaine de ses collaborateurs deviennent salariés de l'Institut [3].

Dans l'opposition, l'American Enterprise Institute se révèle être une formidable machine de guerre pour les républicains, toutefois il subit la concurrence de la nouvelle Fondation Heritage, moins prestigieuse, mais bien plus réactive [4] et de l'Institut Cato. William J. Baroody Sr meurt en 1979, peu de temps avant l'entrée de Reagan à la Maison-Blanche. Son fils, Baroody Jr, tente de poursuivre son œuvre, mais les financements se dispersent entre associations concurrentes. L'AEI perd de ses moyens et de son influence. Il tente de se démarquer de ses rivaux en se repositionnant sur un créneau plus modéré. La crise atteint son paroxysme, en 1986, lorsque les fondations d'extrême droite Olin et Smith Richardson, considérant que l'Institut dérive au centre, lui retirent leur soutien financier. Baroody Jr est contraint à la démission tandis que l'AEI sombre dans les dettes.

Un juriste des équipes Nixon et Reagan, Christopher DeMuth, prend la direction de l'Institut et rétablit la ligne dure. Il lui faudra quatre ans pour assainir la situation financière. Il s'attache notamment à développer le Forum mondial que Gerald Ford anime chaque année à Beaver Creek (Vail Valley, Colorado). C'est là, à huis clos, que se nouent les grandes intrigues du Parti républicain. L'édition 2004 a réuni ce week-end (16 au 19 juin) une centaine de personnalités triées sur le volet. Autour du vice-président Dick Cheney, on y a beaucoup débattu de la stratégie électorale dans la campagne présidentielle en cours. C'est au cours de cette réunion amicale que le patron de la Réserve

fédérale, a prêté serment devant le vice-président pour son cinquième mandat consécutif [5].



Quelques chercheurs de l'American Enterprise Institute : (de gauche à droite) Richard Perle, Michael Novak, Michael A. Ledeen, Newt Gingrich, Charles Murray, Lynne Cheney, Joshua Muravchik et Danielle Pletka.

## L'ombre de Dick Cheney

Avec un budget 2002 de 18 millions de dollars, l'American Enterprise Institute emploie désormais 75 chercheurs et autant d'administratifs. Parmi les stars de l'AEI, citons Lynne V. Cheney (épouse de Dick), Elisabeth Cheney (fille de Dick) [6], David Frum (ancien rédacteur des discours de George W. Bush) [7], Newt Gingrich (ancien président de la Chambre des représentants), Jane Kirkpatrick (ambassadeur à Genève) et surtout Richard Perle (conseiller du département de la Défense). Parmi les experts, citons quelques auteurs bien connus des lecteurs de notre rubrique tribunes libres internationales : **Reuel Marc Gerech**t partisan d'une intervention en Iran ; **Michael A. Leeden** (ancien membre de la Loge P2) toujours disponible pour encenser la politique israélienne ; **Joshua Muravchik** prêt à exporter la démocratie par la force ; **Danielle Pletka** à la recherche d'une nouvelle aventure militaire ; etc.

L'évolution de l'AEI vers l'extrême droite est apparue publiquement au milieu des années 90 avec la publication de deux ouvrages. *La Courbe en cloche* [8] de Richard Murray théorise la prédisposition génétique des Noirs à commettre des crimes et justifie les politiques d'incarcération de masse. *La Fin du racisme* [9] de Dinesh D'Souza affirme que l'esclavage des Noirs n'était pas une pratique raciste, mais une réaction sociale pour encadrer leurs pathologies. L'ouvrage se poursuit en dénonçant l'anti-racisme qui serait plus dangereux que le racisme lui-même.

En 1996, L'American Enterprise Institute s'inquiète du retard pris dans la réalisation du plan Baker pour l'Europe. Les États d'Europe centrale et orientale peinent à s'adapter au capitalisme et à rejoindre l'OTAN et l'Union européenne. Quant à l'Europe occidentale, elle semble rétive aux réformes, particulièrement la France qui vient de rejeter bruyamment les projets Juppé. Ce retard général repousse à beaucoup plus tard la fusion de l'ALENA et de l'UE au sein d'une grande zone de libre-échange transatlantique. Pour relancer le processus, l'Institut convoque une grande conférence à Prague (10-12 mai 1996) et fonde la **Nouvelle Initiative Atlantique** (NAI). Cette association satellite est co-présidée par Henry Kissinger [10] et Lane Kirkland (secrétaire-général de l'AFL-

CIO) [11]. Elle est patronnée par Vaclav Havel, Margaret Thatcher, Helmut Schmidt, Leszek Balcerowicz et George Shultz. Elle rencontre immédiatement le soutien de tout ce qui compte de personnalités républicaines de l'armée, de la politique et de la finance.

Signalons que, pour la France, y participent Alain Besançon [12], Paul Fabra, Emmanuel Leroy-Ladurie [13], **Henri Lepage**, Georges Liébert [14], Pierre Manent [15], Luc de La Barre de Nanteuil, **Jean-François Revel**, puis Alain Madelin [16] et Pierre Hassner.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la Nouvelle initiative atlantique multiplie les rencontres et publications sur le « *conspirationnisme* » et l'antisémitisme supposés des Européens, le fossé transatlantique grandissant etc.

Enfin, l'American Enterprise Institute héberge dans ses locaux le think-tank électoral de George W. Bush : le Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC). Il est présidé par William Kristol (fils d'Irving) et dirigé par Gary Schmitt. C'est là qu'est concocté, à l'attention des donateurs de campagne, la version explicitement impérialiste du programme de Junior. C'est aussi là que l'on prépare longuement l'invasion de l'Irak [17].

C'est donc de manière tout à fait logique que, le 26 février 2003, le président George W. Bush a choisi le dîner de gala annuel de l'American Enterprise Institute pour **dévoiler son programme de conquête de l'Irak** et de création d'une zone de libre-échange au Moyen-Orient.

[1] *The Spirit of Democratic Capitalism*

[2] *Two Cheers for Capitalism*. Sur Irving Kristol, voir « **Quand la CIA finançait les intellectuels européens** » par Denis Bonneau, *Voltaire*, 27 novembre 2003.

[3] Notamment Arthur Burns, Robert Bork, Laurence Silberman, Antonin Scalia, James C. Miller III, John Snow, Rudolph Penner et David Gergen.

[4] « **Le prêt-à-penser de la Fondation Heritage** », *Voltaire*, 8 juin 2004.

[5] *Greenspan sworn in by Cheney*, UPI, 21 juin 2004.

[6] « **Le dispositif Cheney** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 6 février 2004.

[7] « **Le programme des faucons pour 2004** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 25 décembre 2003.

[8] *The Bell Curve*

[9] *The End of Racism*

[10] « **Le retour d'Henry Kissinger** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 28 novembre 2002.

[11] Voir l'enquête de Paul Labarrique dans *Voltaire* : « **AFL-CIO ou AFL-CIA ?** », 2 juin 2004 ; et « **1962-1979, L'AFL-CIO et la contre-insurrection syndicale** » 11 juin 2004.

[12] « **La face cachée de la Fondation Saint-Simon** » par Denis Bonneau, *Voltaire*, 10 février 2004.

[13] Saint-Simon, op.cit.

[14] Saint-Simon, op.cit.

[15] Saint-Simon, op.cit.

[16] « Madelin et Lellouche contre Chirac », *Voltaire*, 15 avril 2003.

[17] « La planification secrète de l'invasion de l'Irak » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 9 mars 2004.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Du bon usage de la résolution 1546

## Analyse

Tom Frame, évêque anglican de l'armée australienne bat sa coulpe dans *The Age* pour avoir soutenu la guerre contre l'Irak. Non, l'Irak n'était pas une menace, n'avait pas d'armes de destructions massives ou de liens avec Al Qaïda. Bien que l'invasion ait permis la chute de Saddam Hussein et ce qu'il voit comme une démocratisation du pays, cette guerre ne saurait être qualifiée de juste. Pour l'auteur, le plus grave, c'est que par son soutien à la guerre, il a légitimé un ordre mondial où les frappes préventives pourraient apparaître comme légitimes.

La question de la légitimité ne se pose plus pour le démocrate Ivo Daalder et le néo-conservateur Robert Kagan puisqu'ils estiment que la résolution 1546 de l'ONU adoptée à l'unanimité valide le bien-fondé de l'action de la Coalition en Irak une fois que celle-ci a admis qu'il fallait rendre sa souveraineté à l'Irak et internationaliser les forces d'occupation. La résolution a beau être un texte de consensus qui ne résout rien et entérine surtout un état de fait, les deux auteurs suivent la rhétorique de George W. Bush qui clame à qui veut l'entendre que le leadership des États-Unis est reconnu à l'unanimité par le Conseil de sécurité. Partant de cette interprétation du texte, les deux auteurs fustigent la France et l'Allemagne : maintenant qu'ils ont adopté le texte de la résolution, refuser d'envoyer des troupes en Irak, c'est vider de son sens l'Alliance atlantique et faire preuve d'irresponsabilité. Une accusation classique pour Robert Kagan.

Le thème de la démocratie reste, à Washington, l'un des moyens favoris de délégitimer un adversaire ou un rival et d'appeler à des sanctions contre lui. L'ancien président de la République tchèque, Vaclav Havel, qui a bénéficié de l'aide de la CIA lorsqu'il était dissident du bloc soviétique et a rejoint aujourd'hui la Nouvelle Initiative Atlantique, dénonce dans le *Washington Post*

le système totalitaire nord-coréen et son chantage à l'arme nucléaire pour obtenir du pétrole. Partant de ce constat, il aboutit aux conclusions des faucons de Washington : la politique de négociation de Séoul a échoué et l'ONU démontre son inefficacité en ne condamnant pas plus régulièrement Pyongyang. Il appelle donc à une mobilisation des démocraties contre la Corée du Nord et à de nouvelles sanctions. Sans nier les crimes du régime de Kim Jong Il, il est cependant bon de rappeler que le fameux " chantage à l'arme nucléaire " n'en est pas un et que le programme nucléaire nord-coréen a été relancé après que les livraisons de pétrole aient été interrompu par Washington et non avant. Dans le même quotidien, Michael McFaul de la NED/CIA conseille à George W. Bush de tenir davantage compte de la situation de la démocratie en Russie dans ses relations avec la Fédération. Feignant de croire que la situation y est comparable à ce qu'elle était durant la présidence de Ronald Reagan, il conseille au président d'engager un rapprochement avec Moscou en le conditionnant à la situation des Droits de l'homme dans le pays. Cette tribune est publiée alors que Vladimir Poutine a implicitement dénoncé les activités de la NED dans son dernier discours sur l'état de la nation.

Toutefois, pour Reed Brody d'Human Right Watch, dans *Le Monde*, les États-Unis sont aujourd'hui mal placés pour donner des leçons de démocratie ou de respect des Droits de l'homme. En effet, depuis le début de la guerre au terrorisme, le droit international est bafoué et la torture s'est généralisée dans les prisons contrôlées par les militaires ou les services de renseignement états-unien. L'auteur estime que si les États-Unis veulent être crus quand ils affirment vouloir défendre la démocratie, ils doivent révéler les protocoles d'interrogatoires employés et juger tous les responsables de la torture, pas uniquement quelques lampistes.

Enfin, l'analyste politique états-unien Charles E. Cook Jr. affirme aux lecteurs du *Los Angeles Times* que Ralph Nader pourrait faire gagner George W. Bush à la prochaine élection comme il l'a fait gagner en 2000. Chiffres à l'appui, il tente de démontrer que c'est Ralph Nader qui a fait perdre Al Gore en Floride et que John Kerry doit donc mener une campagne agressive contre le candidat indépendant. La démonstration de M. Cook, publiée au moment où M. Nader remet en cause la version officielle sur les attentats du 11 septembre 2001 dans sa campagne, serait plus convaincante si elle n'oubliait pas de tenir compte de la fraude massive orchestrée par Jeb Bush en 2000 et de la décision de la Cour suprême de ne pas autoriser un nouveau décompte des voix.

**Réseau Voltaire**



## Tom Frame



Tom Frame est l'évêque anglican de l'armée australienne et l'auteur de *Living by the Sword? The Ethics of Armed Intervention*.

### « Pardonnez moi, j'ai eu tort sur l'Irak »

Source : The Age

Référence : « Forgive me, I was wrong on Iraq », par Tom Frame, *The Age*, 18 juin 2004.

En tant que seul évêque anglican à avoir publiquement soutenu le gouvernement australien dans sa décision de faire la guerre à l'Irak, je reconnais à présent que l'Irak n'avait pas d'armes de destruction massive, ne représentait pas une menace pour ses voisins, les États-Unis ou leurs alliés et ne soutenait pas Al Qaïda ni d'autres groupes terroristes. Le gouvernement et l'armée australiens croyaient sincèrement que l'Irak avait de telles armes et pourraient les utiliser, mais les affirmations des services de renseignement étaient cependant exagérées et l'invasion ne peut pas être considérée dans ces conditions comme juste et nécessaire.

Cela ne veut pas dire que la guerre n'a pas eu de conséquences positives comme la chute du régime ba'asiste ou la démocratisation en cours dans le pays.

Cependant la guerre menée n'était pas une guerre juste et cela nuit à la confiance de la population dans le gouvernement. On peut faire trois observations concernant l'occupation de l'Irak :

- ▶ Il faut mettre en place un meilleur système pour arbitrer les disputes internationales. Je demande pardon à Dieu pour avoir soutenu des frappes préventives qui n'étaient pas nécessaires. Il faut poursuivre la réforme de l'ONU et la proposition de l'archevêque de Canterbury de mettre en place une commission d'experts internationaux sur les questions de sécurité à l'ONU, qui pourra faire des propositions au Conseil de sécurité. C'est selon moi une bonne solution.
- ▶ Il faut prendre en compte la complexité des conséquences des actions armées et soutenir les actions humanitaires pour résoudre les crises qui découlent des conflits. On pourrait ainsi même prévenir ces crises.
- ▶ Les efforts de reconstruction dépendent du comportement des soldats : l'action des soldats à Abu Ghraib a sapé les efforts de l'administration Bush. Je demande à nouveau pardon à Dieu pour avoir contribué à construire un monde où la guerre préventive peut être considérée comme nécessaire.

## Robert Kagan, Ivo Daalder



Robert Kagan (Le 5 de cœur du régime Bush) est membre de la Carnegie Endowment for International Peace et directeur du Project for a New American Century, le think-tank électoral de George W. Bush. Il est analyste sur les questions de stratégie militaire pour le *Weekly Standard* et écrit une tribune mensuelle dans le *Washington Post*. Il est l'auteur de *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*.

Robert Kagan est le fils de Donald Kagan (professeur d'histoire à l'université de Yale), le neveu de Frederik W. Kagan (professeur d'histoire à l'Académie militaire de West Point), et l'époux de Victoria Nuland (représentant adjoint des États-Unis à l'OTAN).



Membre de la Brookings Institution, Ivo Daalder est ancien directeur des affaires européennes au National Security Council sous l'administration Clinton. Il est coauteur de *America Unbound : The*

## « Les alliés doivent s'investir »

Source : Washington Post

Référence : « The Allies Must Step Up », par Ivo Daalder et Robert Kagan, *Washington Post*, 20 juin 2004.

Les opposants à l'administration Bush ont appelé depuis longtemps à un retour rapide de l'Irak à la souveraineté, associé à une internationalisation des efforts d'assistance. C'est ce à quoi s'emploie la résolution de l'ONU adoptée à l'unanimité le 8 juin. Cette résolution marque aussi une tentative de l'administration Bush pour répondre aux préoccupations de nations clés qui s'étaient opposées à la Guerre d'Irak en 2003 : l'Irak retrouvera sa souveraineté le 30 juin et le nouveau gouvernement aura le contrôle des forces irakiennes ; le mandat des troupes internationales expirera quand la transition politique sera achevée et les forces se retireront si le gouvernement irakien en fait la demande. On pourrait penser que le nouveau consensus de l'ONU sur l'Irak résoudrait la crise entre les États-Unis et ses alliés européens. Néanmoins, maintenant que l'administration Bush a accepté ce que réclamaient la France et l'Allemagne, ces deux pays annoncent qu'ils n'envoieront pas de troupes en Irak, quelles que soient les conditions et, plus troublant encore, Jacques Chirac a annoncé au sommet du G8 qu'il n'était pas favorable à l'implication de l'OTAN en Irak alors que la résolution votée par son pays indique que des efforts devront être faits pour internationaliser davantage les forces multinationales dans le pays. En fait, la position franco-allemande est un abandon de responsabilité internationale. Tout le monde sait que le succès de la communauté internationale nécessite des efforts supplémentaires de celle-ci. Les troupes états-uniennes sont insuffisantes à cause de la mauvaise gestion du Pentagone et sans les troupes internationales, il ne peut y avoir la sécurité nécessaire à la reconstruction et aux élections. En outre, au delà des besoins de l'Irak, c'est le sens même du mot alliance qui est en jeu. Les États-Unis ont certes raté une occasion de travailler avec les pays de l'OTAN, mais aujourd'hui, si les puissances de l'OTAN rejettent ce partenariat, il ne faut pas s'étonner que les États-Unis ne les considèrent plus comme des partenaires stratégiques sérieux. Quand les États-Unis sont intervenus en Bosnie et au Kosovo, c'était pour le bien des pays européens et de l'alliance, pas pour leurs intérêts nationaux. Certains affirment qu'avec des forces dans les Balkans et en Afghanistan, l'OTAN est déjà sur-déployé. Pourtant la France dispose de troupes à envoyer même si l'Allemagne ne le peut pas. Maintenant que le Conseil de sécurité a ouvert la voie à l'internationalisation, les Européens seraient sages d'intervenir et l'OTAN pourrait prendre le commandement de la zone polonaise. Une non-implication serait un coup mortel porté à l'OTAN.

## Vaclav Havel



Vaclav Havel est l'ancien président de la République tchèque.

### « Il est temps d'agir en Corée du Nord »

Source : Washington Post

Référence : « Time to Act on N. Korea », par Vaclav Havel, *Washington Post*, 18 juin 2004.

Il y a 60 ans, le monde découvrait l'horreur de la solution finale nazie grâce aux témoignages de Rudolf Vbra et Alfred Wetzler, deux détenus échappés d'Auschwitz qui forcèrent les représentants du monde démocratique à se confronter à une vérité que beaucoup refusaient. Plus tard, ce sont aussi des fugitifs qui ont fait connaître les crimes du régime soviétique, des Khmers rouges, de Saddam Hussein ou des camps de travail forcé chinois. Aujourd'hui, ce sont les témoignages de centaines de Nord-Coréens qui permettent, appuyés par des images satellite, de prouver que Pyongyang a un système concentrationnaire où sont enfermés près de 200 000 personnes.

La Corée du nord est la pire dictature totalitaire au monde. Le pays est dirigé par Kim Jong Il, qui a hérité cette dictature de son père et qui entretient l'une des plus grandes armées du monde. Elle produit des armes de destructions massives alors que l'économie centralisée a mené le pays à la famine. En dépit de l'omniprésence de la police et de l'armée, des dizaines de milliers de Nord-Coréens tentent de fuir le pays vers la Chine, mais cette dernière leur refuse le statut de réfugiés, au mépris des conventions internationales. Certains ont cependant la chance d'atteindre la Corée du Sud et de témoigner, même si leur présence embarrasse la " politique du soleil levant " de Séoul, une improductive politique d'apaisement.

Kim Jong Il fait du chantage à l'arme nucléaire en échange de nourriture et de pétrole pour son armée. De façon honteuse, la Corée du Nord n'a été condamnée que deux fois par la Commission des Droits de l'homme de l'ONU depuis que cette institution existe. Il est temps pour les démocraties d'adopter une position commune condamnant ce régime et affirmant qu'ils ne feront plus de concession à ce régime totalitaire. La persévérance et la détermination sont les seules choses que les dictateurs comprennent.

## Michael Mac Faul

Michael Mac Faul est membre de la Carnegie Endowment for International Peace, de la Hoover Institution et de la National Endowment for Democracy.

### « S'inspirer de Reagan »

Source : Washington Post

Référence : « Veering From Reagan », par Michael McFaul, *Washington Post*, 18 juin 2004.

Le président **George W. Bush** se réclame régulièrement de l'héritage de **Ronald Reagan** mais s'il veut vraiment suivre les objectifs et stratégies que Reagan a adoptées, il doit tirer les enseignements de la réflexion de l'ancien président pour corriger sa politique.

Des milliers de commentateurs créditent Reagan pour la fin de la Guerre froide et il a certainement contribué à cela, mais son véritable but était de développer l'idée de liberté et de démocratie dans l'empire soviétique. Il avait compris que la diffusion de ces idées était ce qu'on pouvait souhaiter de mieux aux populations subissant la tyrannie et aux pays occidentaux menacés par ces dictatures. La vision de Reagan ne s'est pas matérialisée car si la démocratie s'est installée dans les pays d'Europe centrale et orientale, les pays baltes et une partie des Balkans, les dictatures demeurent en Biélorussie, en Asie centrale et dans certaines parties du Caucase. De plus la bataille entre tyrannie et démocratie n'est pas terminée en Ukraine et en Russie. Dans ce dernier pays, la bataille est essentielle car si ce pays redevient une autocratie, la région sera à nouveau menacée par un Moscou impérial.

L'objectif premier de Reagan était la démocratisation de la Russie, un sujet qui ne préoccupe guère Bush. Celui-ci reste sans réaction face à la prise de contrôle des médias par **Vladimir Poutine** et à la guerre en Tchétchénie. Reagan avait des objectifs clairs mais savait changer de stratégie quand il le fallait, ce dont Bush semble incapable. Alors que le 11 septembre offrait la possibilité de renouer des relations avec la Russie, Bush n'a rien fait ; il a même diminué les budgets qui permettaient de tels contacts sans faire un sort aux résidus d'obstacles législatifs. Si Bush veut vraiment poursuivre la politique de Reagan, il doit accroître la coopération avec la Russie tout en liant cette coopération au respect de la démocratie et des Droits de l'homme.

## Reed Brody



Ancien membre de plusieurs commissions d'enquête de l'ONU sur les Droits de l'homme, Reed Brody est conseiller spécial de Human Right Watch à New York. Il a mené des actions avec John Kerry contre la guerre du Vietnam.

### « La triple faute américaine »

Source : Le Monde

Référence : « La triple faute américaine », par Reed Brody, *Le Monde*, 20 juin 2004

Quand sont apparues les premières images de soldats américains torturant les détenus de la prison d'Abu Ghraib, l'administration Bush a cherché à dépeindre ces abus comme des incidents isolés alors que le seul véritable caractère exceptionnel des événements, c'est qu'ils ont été photographiés. En effet, les détenus rescapés des prisons d'Afghanistan ont affirmé avoir subi pareils traitements et on dénombre des cas semblables en Irak ailleurs qu'à Abu Ghraib.

Les exactions d'Abu Ghraib ne sont pas le résultat d'actes individuels mais de décisions prises par l'administration Bush d'ignorer ou d'outrepasser les règles. Les politiques de l'administration Bush ont conduit à Abu Ghraib de trois façons :

- ▶ Après le 11 septembre, l'administration Bush, soutenue par une grande partie de l'opinion publique et par de nombreux intellectuels, a décidé que la guerre au terrorisme exigeait une politique implacable qui ne saurait être restreinte par les délicatesses du droit international. Le conseiller juridique de Bush a écrit au président que la nouvelle guerre contre le terrorisme rendait " obsolètes " les restrictions juridiques imposées par les Conventions de Genève sur le traitement des prisonniers. De même le **Pentagone** et le département de la Justice ont construit un argumentaire juridique stupéfiant, selon lequel le président n'était pas lié par les lois américaines ou les traités internationaux proscrivant la torture quand il agissait pour protéger la sécurité nationale. Les Etats-Unis ont ainsi commencé à trouver des astuces pour échapper à tout contrôle : création de prisons extraterritoriales, transfert des détenus les plus recherchés dans des " lieux secrets ", où ils ont effectivement " disparu " et " transfert " sans aucun procès des personnes soupçonnées d'appartenir à Al-Qaida vers des pays où la torture est communément pratiquée (Syrie, Ouzbékistan, Pakistan, Egypte, Jordanie, Arabie saoudite et Maroc).
- ▶ Les Etats-Unis ont commencé à employer en Afghanistan, à Guantanamo puis en Irak des méthodes destinées à " ramollir psychologiquement " les détenus pour les préparer aux interrogatoires. Une fois ces buts légitimés par les services de renseignement, il n'est pas étonnant que de simples soldats aient fait pire. Leur comportement sur les photos tend à démontrer qu'ils pensaient ne rien avoir à cacher à leurs supérieurs.
- ▶ Jusqu'à la publication des photos d'Abu Ghraib, l'administration Bush a choisi de pratiquer la politique de l'autruche face à tous les rapports décrivant les mauvais traitements infligés aux détenus, alors qu'elle était au courant des cas de violations des droits de l'homme dès les premiers jours de la Guerre d'Afghanistan. Elle a préféré écarter les craintes exprimées par le **CICR** et d'autres ONG. Elle a même envoyé le responsable de Guantanamo à Abu Ghraib pour qu'il y applique ses méthodes.

Il est urgent que l'administration démontre, de façon concluante, que ces

traitements n'ont pas constitué une politique du gouvernement américain, qu'elle rende publics tous les documents gouvernementaux pertinents dont, en particulier, les protocoles régissant les interrogatoires en Afghanistan, en Irak, et à Guantanamo. Elle doit aussi et surtout enquêter et traduire en justice tous ceux qui ont ordonné, sollicité ou encouragé la torture, pas seulement les soldats qui ont été filmés.

## Charles E. Cook Jr.



Charles E. Cook Jr. est rédacteur en chef du *Cook Political Report* et analyste pour *NBC News* et le *National Journal*.

### « Nader, bien que plus faible, peut reprendre son rôle nuisible »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Nader, Although Weaker, May Reprise His Spoiler Role », par Charles E. Cook Jr., *Los Angeles Times*, 18 juin 2004.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, alors que **Ralph Nader** va probablement recevoir beaucoup moins de vote qu'en 2000 pour sa candidature indépendante aux présidentielles, il pourrait bien faire la différence.

En 2000, il a reçu un peu moins de trois millions de voix, soit 2,7 % des suffrages exprimés mais cette année, même en recevant le dixième des votes, il pourrait bien être le facteur décisif. Il devrait recevoir moins de votes car cette élection est beaucoup plus polarisée que la précédente, en effet il est difficile de trouver un Américain qui ne pense pas que **George W. Bush** et **John Kerry** seraient des présidents très différents. Parmi ceux qui voteront pour **John Kerry**, beaucoup sont dans une optique " Tout sauf Bush ".

Cependant, aux élections de 2000 en Floride, Nader a reçu 97 488 voix et la marge entre Bush et Gore était de 537 voix. Si Nader ne s'était pas présenté, les sondages démontrent que 47 % de ses électeurs auraient voté pour Gore, 21 % pour Bush et le reste se serait abstenu. Suivant ce modèle, même en recevant 2 % des voix qu'il avait reçues en Floride, Nader faisait perdre Gore. Bien que la Floride soit le seul État où il a fait la différence, il n'a pas été loin de faire perdre Gore dans dix autres États.

La stratégie de Gore en 2000 a été d'ignorer Ralph Nader mais cela n'a pas marché. Aujourd'hui, les signes montrent que les démocrates seront plus agressifs vis-à-vis de Nader.